

Les derniers assassinats en date sont ceux des trois gendarmes tués le dimanche dernier à Kembong dans la région du Sud-Ouest portant à 26 nombre de membres des forces de sécurité tués depuis le début en novembre 2016 de la crise.

L'armée continue à mener dans cette localité des opérations suite à des informations portant sur des "attaques imminentes" de sécessionnistes.

Vendredi dernier, une note interne du ministère de la Défense camerounaise faisait état de menaces d'« attaques imminentes » de sécessionnistes contre plusieurs localités des régions anglophones. Un couvre-feu de 20h-06h avait été instauré dans la région du Nord-Ouest.

72h après son enlèvement, le dimanche 11 février, les forces de sécurité et de défense sont toujours sans nouvelle de Marcel Namata Diteng, sous-préfet de Batibo (Nord-Ouest).

"Le sous-préfet est porté disparu depuis dimanche matin, lorsque sa voiture a été retrouvée brûlée à Batibo, avant le défilé de la Fête de la jeunesse, qu'il devait présider et qui, de fait, a été annulée", avait affirmé le député du Social Democratic Front (SDF) de Batibo présent sur place, Joseph Mbah-Ndam.

« Vous tuez mon peuple, nous vous poursuivrons jusqu'aux portes de l'enfer », avait posté Ayaba Lucas Cho, chef de l'un des groupes armés séparatistes.

Depuis l'extradition par le Nigeria au Cameroun du leader sécessionniste Ayuk Tabe et 46 autres séparatistes anglophones, la violence est montée d'un cran. Malgré les appels au dialogue lancés par l'opinion nationale et internationale, Yaoundé tarde encore à ouvrir les discussions avec ceux qu'il qualifie de « terroristes ».